



Assemblée générale

Cinquante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale

4 mars 2005

Français

Original: anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 50^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 22 novembre 2004, à 10 heures

Président : M^{me} Groux (Vice-Présidente) (Suisse)

Sommaire

Point 105 de l'ordre du jour : questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

04-61840 (F)



La séance est ouverte à 10 h 35.

Point 105 de l'ordre du jour : questions relatives aux droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)
(A/C.3/59/L.57/Rev.1 et A/C.3/59/L.80)

Projet de résolution sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et amendements y afférents
(A/C.3/59/L.57/Rev.1 et A/C.3/59/L.80)

1. **La Présidente** invite le Secrétaire de la Commission à donner lecture du rapport oral du Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget sur les incidences budgétaires du projet de résolution sur le budget-programme.

2. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) se référant au paragraphe 18 du projet de résolution, note que le mandat du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires relève de la catégorie des activités durables. Des fonds pour des activités de cette nature sont prévus dans le budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005. Par conséquent, si la Troisième Commission adoptait le projet de résolution contenu dans le document A/C.3/59/L.57/Rev.1, il n'y aurait point besoin de crédits supplémentaires.

3. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande) présente le projet de résolution au nom des cinq pays nordiques et de ses auteurs tout en signalant que l'Albanie, El Salvador, l'Équateur, la Nouvelle-Zélande, la République dominicaine, la Turquie et le Venezuela se sont portés coauteurs. Elle appelle l'attention de la Commission sur trois révisions du projet de résolution. Au paragraphe 8, le mot « tous » doit être ajouté à l'intertitre, comme suit : « Exhorte tous les Gouvernements ». À l'alinéa b) du paragraphe 8, à la première ligne, les mots « dans le respect du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire » doit être ajouté après le mot « mesures ». Au paragraphe 16, les mots « lui rendre compte » sont à remplacer par les mots « l'informer ». Bien qu'il n'ait pas été possible d'aboutir à un consensus général sur le projet de résolution, les progrès réalisés durant

les négociations représentent un bon point de départ pour des négociations ultérieures.

4. **La Présidente** informe la Commission que la Grenade et les Palaos se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1. Elle l'invite à se prononcer sur les amendements proposés dans le document A/C.3/59/L.80 en relevant que le Koweït et le Viet Nam se sont portés coauteurs de ces amendements.

5. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande) dit que les amendements proposés ne sont pas acceptables aux yeux de sa délégation. Elle demande par conséquent un vote enregistré. En outre, vu que les deux paragraphes concernés portent sur des sujets différents, elle souhaite qu'il soit procédé à un vote enregistré pour chacun d'entre eux.

6. **La Présidente** invite la Commission à se prononcer sur les amendements proposés du paragraphe 7.

7. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande), expliquant son vote avant le vote, annonce que sa délégation votera contre l'amendement proposé. Bien qu'il existe des différences considérables sur la façon dont diverses délégations appréhendent le paragraphe 7, toutes les délégations sont unanimes sur un point central, à savoir que lorsque la peine de mort est appliquée, les États doivent respecter les protections, restrictions et garanties internationales pertinentes. Les auteurs ont proposé plusieurs formulations, sans aboutir toutefois à un consensus.

8. **M^{me} Fried** (Suède) dit que sa délégation partage le point de vue exprimé par la représentante de la Finlande, à savoir que les difficultés rencontrées à propos du paragraphe 7 du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1 ne sont pas fondamentales. Le Rapporteur spécial a pour mandat clair de vérifier l'application des normes internationales existantes en matière de restrictions et de garanties relatives aux exécutions capitales. Le paragraphe 7 se borne à refléter cet aspect de son mandat qui a obtenu le consensus de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme. L'intention du paragraphe n'est pas de porter un jugement sur les pays qui appliquent la peine de mort. Faire état de ces pays répond à un impératif logique, vu que c'est dans ces pays que les restrictions et garanties sont d'application. L'amendement proposé tend à donner l'impression que ces restrictions et garanties sont également applicables

dans les pays où la peine capitale est illégale. Sa délégation par conséquent votera contre les deux amendements.

9. *Il est procédé à un vote enregistré sur l'amendement proposé du paragraphe 7.*

Votent pour :

Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Colombie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Guinée équatoriale, Guyana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Viet Nam, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Grenade, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Namibie, Nauru, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Angola, Azerbaïdjan, Bolivie, Bouthan, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert,

Congo, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Ghana, Honduras, Inde, Israël, Kirghizistan, Maurice, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tadjikistan.

10. *L'amendement proposé du paragraphe 7 du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1 est rejeté par 74 voix contre 60, avec 26 abstentions.*

11. **M^{me} Faye** (Sénégal) explique la position de sa délégation. Bien que cette dernière aurait normalement voté en faveur du paragraphe, elle s'est abstenue parce qu'une loi sur l'abolition de la peine capitale a été soumise à l'Assemblée nationale sénégalaise.

12. **La Présidente** invite la Commission à se prononcer sur l'amendement proposé de l'alinéa c) du paragraphe 8.

13. *Il est procédé à un vote enregistré sur l'amendement proposé de l'alinéa c) du paragraphe 8.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Colombie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Ghana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Togo, Tunisie, Turkménistan, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Grenade, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Namibie, Nauru, Nicaragua, Norvège,

Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne de).

S'abstiennent :

Angola, Azerbaïdjan, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bolivie, Bouthan, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Fédération de Russie, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Inde, Israël, Jamaïque, Kirghizistan, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago.

14. L'amendement proposé de l'alinéa c) du paragraphe 8 du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1 est rejeté par 75 voix contre 52, avec 32 abstentions.

15. **La Présidente** invite la Commission à poursuivre l'examen du document A/C.3/59/L.57/Rev.1 et annonce qu'un vote enregistré a été demandé à propos du paragraphe 7.

16. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande), expliquant le vote avant le vote, annonce que sa délégation votera en faveur du paragraphe.

17. **M^{me} Faye** (Sénégal) déclare que sa délégation s'abstiendra parce qu'une loi sur la peine capitale a été soumise à l'Assemblée nationale sénégalaise.

18. *Il est procédé à un vote enregistré sur le paragraphe 7.*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Îles

Marshall, Irlande, Islande, Italie, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Namibie, Nauru, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

Votent contre :

Afghanistan, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Guyana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Koweït, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Bahamas, Bélarus, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Colombie, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Ghana, Guinée-Bissau, Inde, Iraq, Israël, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mongolie, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Palaos, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Thaïlande, Togo, Tunisie.

19. *Le paragraphe 7 du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1 est adopté par 84 voix contre 41, avec 39 abstentions.*

20. **La Présidente** annonce qu'un vote enregistré a été demandé pour maintenir les mots « notamment fondée sur les préférences sexuelles » à l'alinéa c) du paragraphe 8 du projet de résolution.

21. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande), appuyée par Mme Grollová (République tchèque) déclare que sa délégation votera pour conserver la formulation

existante en se déclarant favorable au paragraphe tel que proposé par ses auteurs. Elle rappelle qu'à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, l'alinéa c) du paragraphe 8 a été adopté par consensus et a été mis aux voix pour la première fois lors de la cinquante-septième session. La principale différence entre les deux formulations est que la seconde se réfère à des meurtres motivés par les orientations sexuelles de la victime. Le paragraphe ne contient aucun jugement de valeur à propos des orientations sexuelles de quiconque. Il réclame simplement que les meurtres commis en raison des orientations sexuelles de la victime fassent l'objet de véritables enquêtes et ne soient pas tolérés par les fonctionnaires de l'État. Sa délégation éprouve des difficultés à comprendre pourquoi la Commission n'est pas en mesure d'exprimer son engagement à combattre les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires lorsqu'elles sont motivées par les orientations sexuelles de la victime.

22. **M. Rahman** (Royaume-Uni) déclare que bien qu'il ne soit pas possible de dresser une liste exhaustive de tous les motifs de meurtres, certains méritent une attention spéciale en raison de la vulnérabilité particulière des groupes concernés. La liste des groupes vulnérables mentionnée à l'alinéa c) du paragraphe 8 n'a pas l'ambition d'être exhaustive. Compte tenu du fait que ces meurtres sont loin d'être tous enregistrés et sont loin aussi d'être tous investigués, ce n'est que justice de leur consacrer une attention particulière. Le paragraphe ne réclame pas une protection supplémentaire pour les membres de tels groupes. Il ne demande pas davantage d'approuver les pratiques ou caractéristiques associées à ces groupes. Il se borne à réclamer pour ces derniers le même degré de protection que celui dont bénéficient les autres membres de la société. Le Royaume-Uni votera par conséquent en faveur du paragraphe existant.

23. *Il est procédé à un vote enregistré sur l'alinéa c) du paragraphe 8.*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, , Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République

yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Nauru, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

Votent contre :

Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gabon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe lybienne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Turkménistan, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Fédération de Russie, Ghana, Iraq, Jamaïque, Mali, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Suriname, Tadjikistan, Togo, Tunisie.

24. *La proposition de conserver la formulation de l'alinéa c) du paragraphe 8 du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1 est adoptée par 93 voix contre 42, avec 29 abstentions.*

25. **M. Camponovo** (États-Unis d'Amérique) propose que le paragraphe 6 du projet de résolution soit remplacé par le texte ci-après : « Notant que le Statut

de Rome de la Cour pénale internationale réprime les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ».

26. Si l'amendement n'était pas accepté, sa délégation néanmoins se joindra au consensus ou votera en faveur du projet de résolution.

27. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande) regrette que l'amendement ne soit pas acceptable pour les auteurs, en partie parce qu'il ignore la question de la ratification du Statut de Rome. De plus, une référence appropriée à la Cour pénale internationale est particulièrement pertinente car elle permet d'ériger en crimes les exécutions extrajudiciaires tout en incitant les gouvernements à enquêter sur de tels faits. Par conséquent, elle demande un vote enregistré sur l'amendement proposé au paragraphe 6.

28. *Il est procédé à un vote enregistré sur l'amendement proposé oralement du paragraphe 6 du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1.*

Votent pour :

États-Unis d'Amérique, Inde, Nicaragua, Palaos.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyana, Hongrie, Îles Marshall, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Nauru, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sénégal,

Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Suriname, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Chine, Colombie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Guinée équatoriale, Honduras, Indonésie, Iraq, Koweït, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Népal, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, Rwanda, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Togo, Tunisie, Viet Nam, Yémen.

29. *L'amendement du paragraphe 6 est rejeté par 110 voix contre 4, avec 41 abstentions.*

30. **La Présidente** annonce qu'un vote enregistré a été demandé sur l'ensemble du projet de résolution A/C.3/59/L.57/rev.1.

31. **M^{me} Pylvänäinen** (Finlande) déclare qu'elle espère qu'à l'avenir on pourra revenir à un consensus complet sur le projet de résolution. Elle rappelle aux membres que l'objectif fondamental de la résolution est de réaffirmer l'engagement de la communauté internationale d'éliminer de façon définitive les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Sa délégation votera en faveur du projet de résolution.

32. *Il est procédé à un vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade,

Guatemala, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kirghizistan, Lettonie, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suriname, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie.

Votent contre :
Néant.

S'abstiennent :

Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Colombie, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Rwanda, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Tunisie, Turkménistan, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

33. *L'ensemble du projet de résolution A/C.3/59/L.57/Rev.1 est adopté par 130 voix contre zéro, avec 45 abstentions.*

34. **M. Dajer** (Colombie) dit que sa délégation regrette que le projet de résolution continue de prendre note du rapport du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Les références à la Colombie contenues dans son rapport sont inexacts et sa délégation a déjà repoussé

un certain nombre de déclarations du Rapporteur spécial. Les rapports destinés à être diffusés au sein de la communauté internationale devraient faire l'objet d'une rédaction responsable. L'impunité décrite dans le rapport ne saurait être combattue avec des informations erronées. Sa délégation espère que le prochain rapport traitera de façon sérieuse et responsable la situation dans son pays et qu'il sera établi sur base de nombreuses sources d'informations différentes corroborées entre elles.

35. **M. El-Badri** (Égypte) explique qu'à regret sa délégation s'est abstenue de voter car le texte du projet de résolution emprunte un langage qui n'est pas universellement accepté.

36. **M. Cumberbatch Miguén** (Cuba) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution. Toutefois, elle exprime de grandes réserves à propos du rapport intérimaire du Rapporteur spécial, qui ne représente pas de façon exacte la situation Cuba et qui se fonde sur des informations erronées sur son système judiciaire. Il espère qu'à l'avenir les rapports reflèteront de façon plus fidèle la situation.

37. **M. Camponovo** (États-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation, en raison de ses préoccupations concernant la référence à la Cour pénale internationale au paragraphe 6 qui subsiste dans le texte, a été contrainte de demander un amendement. Sa délégation souligne que la communauté internationale devrait utiliser tous les mécanismes judiciaires internationaux, régionaux et nationaux appropriés pour lutter contre les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et de tenir responsables ceux qui commettent de tels crimes. Pour ces raisons, les États-Unis ont voté en faveur du projet de résolution.

Projet de résolution sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (A/C.3/59/L.59)

38. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) rappelle le paragraphe 19 du projet de résolution qui prie le Secrétaire général de veiller à ce que la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter pleinement de son mandat. Le mandat de la Rapporteuse spéciale relève de la catégorie des activités qui sont considérées comme durables. Des fonds ont été prévus dans le budget-programme de 2004-2005 pour les activités de cette nature. Par conséquent, si la Troisième Commission adopte le

projet de résolution, il ne sera pas nécessaire d'ouvrir de nouveaux crédits car les dépenses seraient couvertes par les ressources existantes. Il appelle l'attention de la Commission sur la résolution 45/248 B (VI) de l'Assemblée générale.

39. **La Présidente** annonce que l'Afrique du Sud, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, l'Équateur, l'Érythrée, l'Éthiopie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, Haïti, le Mali, le Nicaragua, la République de Moldova, la Suisse et la Turquie se sont portés coauteurs.

40. **M. van der Volk** (Pays-Bas) prenant la parole au nom de l'Union européenne, dit que l'Albanie, l'Arménie, le Bénin, la Bolivie, la Colombie, El Salvador, la Grenade, les États fédérés de Micronésie, les États-Unis d'Amérique, le Mozambique, la Nouvelle-Zélande, les Palaos, le Panama, les Philippines, la République dominicaine, la République de Nauru, la Serbie et Monténégro se sont également portés coauteurs du projet de résolution. Le Sénégal et la Tunisie se sont retirés de la liste des auteurs.

41. Les auteurs souhaitent apporter des révisions orales au texte. Un paragraphe supplémentaire doit être inséré dans le préambule après le onzième paragraphe pour s'énoncer comme suit : « Gravement préoccupée par tous les attentats contre les lieux saints, lieux de culte et sanctuaires, notamment la destruction délibérée de reliques et de monuments, ». Le paragraphe 10 devrait être remplacé par le texte suivant : « Demande instamment à tous les États de faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans le cadre de leur législation nationale et conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, pour assurer le plus strict respect et l'entière protection de ces lieux saints, lieux de culte et sanctuaires ainsi que de prendre des mesures supplémentaires dans les cas où ceux-ci courent le risque d'être profanés ou détruits ».

42. Malheureusement, le consensus n'a pu être réalisé sur le paragraphe 9, bien que sa formulation soit identique à celle qui a été adoptée par consensus à la soixantième session de la Commission les droits de l'homme. Afin de tenir compte des préoccupations des délégations qui éprouvent des difficultés avec la portée du terme « antisémitisme », les auteurs proposent la révision ci-après : « Constate avec une profonde inquiétude l'augmentation du nombre de cas d'intolérance et de violence dirigée contre les membres de nombreuses communautés religieuses, dans diverses

régions du monde, y compris des cas motivés par l'islamophobie, l'antisémitisme et la christianophobie ainsi que l'intolérance à l'égard d'autres communautés, ». Les problèmes soulevés dans ce paragraphe sont pertinents dans toutes les régions du monde et méritent dès lors une approche commune. En conclusion, il renouvelle son appel pressant en faveur d'un consensus sur le projet de résolution.

43. **M. Hayee** (Pakistan), prenant la parole au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), déclare que la nouvelle terminologie utilisée dans le paragraphe 9 n'est pas en concordance avec le titre et la portée du texte. Des éléments liés à la discrimination raciale n'ont pas leur place dans ce projet de résolution ; si les auteurs estiment nécessaire une telle référence, les délégations de l'OCI suggèrent d'y inclure quelques-unes des questions contenues dans la Déclaration de Durban. En outre, l'énumération faite au paragraphe 9 exclut de nombreuses autres religions et croyances. Les délégations de l'OCI proposent qu'à la deuxième ligne du paragraphe, les mots « et autres » soient insérés après « religieuses ». Les termes de la dernière ligne devraient être énumérés en ordre alphabétique pour bien montrer qu'il n'y a pas un groupe plus vulnérable qu'un autre.

44. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Brunéi Darussalam, Cameroun, Comores, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gambie, Guinée, Guinée équatoriale, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turkménistan, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis

d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Serbie et Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)

S'abstiennent :

Angola, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Fédération de Russie, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Iraq, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mongolie, Mozambique, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Rwanda, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Suriname, Togo, Trinité-et-Tobago.

45. *L'amendement du paragraphe 9 est rejeté par 85 voix contre 45, avec 29 abstentions.*

46. **M^{me} Tomar** (Inde) annonce que sa délégation se porte coauteur du projet de résolution A/C.3/59/L.59.

47. **La Présidente** déclare qu'un vote enregistré a été demandé sur le paragraphe 9 du projet de résolution A/C.3/59/L.59. par le représentant du Pakistan au nom des membres de l'OCI.

48. **M^{me} Astanah Banu** (Malaisie) expliquant son vote avant le vote, dit qu'en sa qualité de membre de l'OCI, sa délégation votera contre le paragraphe 9.

49. **M^{me} Ahmed** (Soudan) dit qu'en sa qualité de membre de l'OCI, sa délégation votera contre le paragraphe 9.

50. *Il est procédé à un vote enregistré sur le paragraphe 9 du projet de résolution A/C.3/59/L.59.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili,

Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kenya, Lettonie, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Serbie et Monténégro, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

Votent contre :

Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gambie, Guinée, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Sénégal, Somalie, Soudan, Turkménistan, Yémen, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Angola, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Burundi, Cameroun, Chine, Guinée équatoriale, Iraq, Jamaïque, Malawi, Mongolie, Nigéria, République démocratique populaire de Corée, Rwanda, Sainte-Lucie, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Togo.

51. *Le paragraphe 9 du projet de résolution A/C.3/59/L.59 est adopté par 99 voix contre 33, avec 21 abstentions.*

52. **M. van der Volk** (Pays-Bas) dit que l'Union européenne regrette vivement que la Commission soit amenée à voter sur le projet de résolution. Le vote en lui-même est contraire à l'objectif poursuivi par la

résolution. Il lance un appel à tous les membres de voter en faveur du projet de résolution.

53. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/59/L.59.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Saint-Marin, Sénégal, Serbie et Monténégro, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie,

Slovénie, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

Néant.

54. *Le projet de résolution A/C.3/59/L.59 tel qu'amendé oralement est adopté à l'unanimité.*

55. **M. Panggabean** (Indonésie) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution. Il tient néanmoins à spécifier qu'il a voté en faveur de l'amendement de l'OCI au paragraphe 9.

56. **M. Moutari** (Niger) déclare que sa délégation a voté contre le paragraphe 9, non point parce qu'il n'était pas acceptable, mais parce que l'amendement proposé par l'OCI aurait considérablement amélioré le texte. Toutefois le projet de résolution dans son ensemble est acceptable et sa délégation a voté en sa faveur.

57. **M^{me} Kleitman** (Israël) rappelle que l'État d'Israël de même que l'Organisation des Nations Unies ont été fondés sur les cendres de l'holocauste. Pour tous deux, combattre l'intolérance religieuse est un élément de leur raison d'être. Le nier revient à nier leur histoire et à mettre en péril leur avenir. Dans leur combat contre l'intolérance religieuse, les membres de la communauté internationale doivent œuvrer de commun accord pour lutter contre l'antisémitisme, la christianophobie et l'islamophobie et toutes les autres formes de l'intolérance dans ses manifestations modernes. Pour prospérer, tout ce dont le mal a besoin est l'inaction des honnêtes gens. Israël a voté en faveur de la résolution qui vient d'être adoptée. À la cinquante-huitième session, Israël avait été contraint de s'abstenir en raison de l'absence de référence dans la résolution à la recrudescence inquiétante de l'antisémitisme dans différentes parties du globe. L'augmentation des actes de haine et de harcèlement à l'encontre des communautés, des personnes et des sites religieux juifs est inacceptable et injustifiable. C'est une menace universelle envers l'humanité qui réclame une réponse universelle urgente.

58. Sa délégation est consternée par les efforts de plusieurs États pour faire supprimer la condamnation de l'antisémitisme dans la résolution. Le terme antisémitisme a été créé spécifiquement pour dénommer la haine et l'intolérance envers les membres de la religion juive. Malgré tous les faibles prétextes avancés par certains États, leur motivation à obtenir un amendement du paragraphe 9 est aussi transparente que répugnante. Leur tentative constitue la meilleure preuve de la nécessité d'une condamnation résolue de l'antisémitisme. Sa délégation se félicite qu'en dépit de cet effort, la résolution contienne une référence à l'horrible phénomène que constitue l'antisémitisme, outre d'autres formes d'intolérance. Ceci représente une autre avancée, faisant suite à l'adoption de la Déclaration de Berlin par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Séminaire consacré à l'antisémitisme tenu à l'Organisation des Nations Unies en juin 2004. Il reste encore beaucoup à faire, mais ces mesures constituent un pas dans la bonne direction. En janvier 2005, son pays va commémorer le 60^e anniversaire de la libération des camps de concentration nazis. Le monde doit aux victimes de l'holocauste, à ses survivants et à tous ceux qui ont combattu et qui sont morts pour leur libération, de ne jamais oublier cette leçon et de demeurer sans cesse vigilant face au fléau de l'intolérance religieuse sous toutes ses formes, notamment l'antisémitisme. Ainsi que l'a exprimé le Secrétaire général dans sa déclaration au Séminaire sur l'antisémitisme organisé par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies, l'antisémitisme est une expression unique de haine, d'intolérance et de persécution. L'antisémitisme a même prospéré dans des communautés où n'ont jamais vécu de juifs tout en étant un prélude à la discrimination d'autres groupes. La montée de l'antisémitisme est une menace pour les peuples du monde entier. Ainsi, en luttant contre l'antisémitisme, le monde lutte pour l'avenir de l'humanité.

59. **M^{me} Astanah Banu** (Malaisie) affirme que la résolution sur l'élimination de toutes les formes de discrimination religieuse est particulièrement importante. Au fil des années, elle a été adoptée par la Troisième Commission et ensuite par l'Assemblée générale. Sa délégation a toujours appuyé la résolution. Au cours des consultations sur le projet de résolution A/C.3/59/L.59, de nombreuses délégations ainsi que la sienne ont pris contact avec l'Union européenne, principal auteur du projet de résolution, pour faire part

de leur point de vue à propos de l'inclusion d'une nouvelle terminologie dans ce projet, qui n'est conforme ni au titre ni à la portée du texte qui concernent la question de l'intolérance religieuse. Par conséquent, les éléments qui ont trait à la discrimination raciale n'ont pas de place dans la résolution. Autre possibilité, sa délégation a également suggéré que puisque l'auteur principal souhaite y incorporer des éléments relatifs à l'intolérance raciale, il ferait bien dès lors de mentionner quelques uns des points contenus dans la Déclaration de Durban.

60. Plus de deux semaines après avoir été informée de ces difficultés et suite à la réception d'une lettre officielle de la Présidence de l'Organisation de la Conférence islamique, l'Union européenne a présenté une formulation destinée à tenir compte des préoccupations exprimées par ces délégations. Cela va sans dire que cette formulation est loin de répondre aux préoccupations exprimées.

61. Sa délégation comprend que l'énumération à la fin du paragraphe 9 veut dire islamophobie, judéophobie et christianophobie. La connotation du terme sémitisme porte sur la race et non sur la religion. Dans le contexte de la présente résolution, le seul sens que l'on peut lui attribuer se réfère à l'intolérance religieuse à l'égard de communautés pratiquant la religion juive, en d'autres mots, la judéophobie. C'est dans ce contexte que sa délégation a voté en faveur de la résolution dans son ensemble.

La séance est levée à 12 h 20.